

—C'est presque une position de nos jours, de parler par la perfection.—J. Novicov.

Chez nous et ailleurs

QUEBEC.—On a fête jeudi au Parlement le 75^e anniversaire de M. Thomas Chapais. M. Chapais est conseiller législatif depuis 1892 et sénateur depuis 1919.

OTTAWA.—M. Edmond Trudel, ancien député de Saint-Basile, est décédé à Ottawa, dimanche, le 19 mars, à l'âge de 72 ans, après quelques mois de maladie. Il était natif de Sainte-Scholastique, Qué.

OTTAWA.—Répondant à une question du chef de l'opposition qui voulait savoir, en dehors des secours directs, le ministre du travail avait-il quelque plan ordonné à annoncer à la Chambre concernant l'aide au chômage, l'hon. M. W. A. Gordon déclara que le gouvernement fédéral continuait d'être à l'avenant afin qu'il n'y ait dans le passé pour venir en aide aux chômeurs.

MONTREAL.—Le bureau de publicité française du Pacifique Canadien annonce la nomination de M. R. G. Anstie au poste de commissaire du trafic — voyageurs de cette compagnie, en remplacement de M. Emile J. Hébert, à sa retraite.

TORONTO.—Les comptes publics pour l'année fiscale terminée le 31 octobre 1932 révèlent un déficit de \$2,960,738.

WINNIPEG.—La Tribune de Winnipeg annonce que le déficit de la province ne sera que de \$500,000 au lieu de \$2,500,000 comme on l'avait d'abord prévu. On impute les nouvelles taxes qui devraient donner les dépenses. Il y aurait une taxe de 1 p.c. sur tous les salaires et une taxe de 10 p.c. sur le prix de vente du tabac, des cigares et des cigarettes.

TABER, Alta.—Les semences de 1933 sont commandées dans la région de Taber, J. Klyden et S. Hansen, fermiers demeurant à environ trois milles de la ville, ont commencé d'ensemencer leurs terres.

NEW YORK.—M. Charles Gray Shaw, professeur de philosophie à l'université de New York, a fait quelques réflexions sur l'enseignement actuel pour les 15-25 ans. Cet enseignement, a-t-il dit entre autres choses, est un indice de nervosité générale, un symptôme de désordre. Les puzzles sont un jeu par lequel on essaie de se rendre compte que l'on n'a pas perdu l'esprit.

NEW YORK.—Les brasseries de New York et des environs, elles sont 19 en tout, ont peine à rencontrer les commandes qui leur sont envoyées de toutes parts depuis la signature de l'accord autorisant la vente de la bière. Un gros brasseur affirmait que si cela continuait, il devrait rationner ses clients. Ceux qui lui ont commandé 500 caisses ne recevront que 50, et ainsi de suite.

SEATTLE.—Dick Dixon, employé d'un journal local, est possesseur d'une bouteille de bière quasi historique puisqu'elle date d'avant la prohibition. Le 7 avril au matin, il ouvrit cette bouteille et jouira de son contenu après 17 ans d'abstention. La bière qu'elle contient, chose à noter, est à 425 pour cent d'alcool.

LONDRES.—Le gouvernement britannique a commencé à mener une enquête, par l'intermédiaire de son ministère des affaires étrangères, sur les prétendues atrocités dont les Juifs seraient victimes en Allemagne: Just le premier ministre Ramsay MacDonald qui a annoncé la nouvelle aux Communes.

VIGO, Espagne.—Des extrémistes ont lancé aujourd'hui des cailloux contre les consules d'Italie et d'Allemagne ainsi que contre plusieurs autres maisons que l'on soupçonnait habitées par des fascistes. Ils ont attaqué plusieurs mineurs vêtus d'une chemise bleue qu'ils ont pris pour des fascistes.

CITE VATICANE.—On a commencé jeudi à démolir le mur construit dans la porte Sainte de Saint-Pierre-Rome qui n'est ouverte qu'à l'occasion de l'Année Sainte. On y a retrouvé les médailles et les documents qui y furent enfermés à la clôture de la dernière Année Sainte en 1928. Des cérémonies semblables ont eu lieu aux basiliques de Saint-Jean de Saint-Paul et de Saint-Martin.

MILAN, Italie.—L'Italie fasciste a célébré jeudi dernier, le 14^e anniversaire de la fondation du parti fasciste.

M. Rhodes annonce de nouvelles taxes

Dans son discours sur le budget, M. Rhodes annonce de nouvelles taxes dont on espère tirer \$70,000,000. L'imposition d'un impôt de deux sous par livre de sucre devrait rapporter 20 millions.—Nouvelle forme de la taxe sur le revenu—Timbre obligatoire sur tous les chèques et mandats—Evaluation de la livre sterling à \$4.25 pour fins de dumping.

OTTAWA.—L'hon. M. E. N. Rhodes, ministre des finances, a présenté son budget annuel devant une Chambre de députés attentive. "De même que nous avons surmonté dans le passé tous les obstacles qui encombraient notre route, nous saurons surmonter à l'avenir les obstacles qu'il nous reste à franchir", a déclaré le ministre. Au moyen des réductions et des taxes, l'hon. M. Rhodes veut essayer d'équilibrer le compte de banque courant du Dominion. Il a annoncé également son intention d'encourager le commerce avec l'Empire britannique en réduisant de moitié les droits de Dumping payés par les exportateurs du Royaume-Uni et d'aider les fermiers du Canada à améliorer leur situation en créant d'un fonds de stabilisation agricole. Ce fonds servira à contrebalancer les fluctuations dans la livre sterling lorsque des produits canadiens sont expédiés outre-mer.

Le Canada gardera sa monnaie saine

Le budget qui a été présenté contenait encore plusieurs aspects intéressants. C'est ainsi que le Canada va conserver sa politique de monnaie saine sans l'aide de l'inflation ou de stimulants artificiels. Le dollar canadien ne sera pas lié à la livre sterling. Un emprunt de conversion sera lancé lorsque les circonstances se présentent. Le Dominion va tracer la voie vers une réduction dans les charges d'intérêts en réduisant le taux payé sur les dépôts des comptes d'épargne postaux. Enfin, le ministre des finances a annoncé qu'un Commission Royale du genre de la Commission McMillan fonctionnerait dans le Royaume-Uni pour préparer la révision des lois bancaires d'ici l'été prochain.

Les instruments aigus

Il a été fait seulement 57 changements dans le tarif et encore la moitié de ces changements ont été seulement pour déléguer le texte. Ces changements comprennent 3 augmentations et 30 réductions. Les pièces d'instruments aigus seront placées sous un tarif de 5 à 17% pour un lieu de 25 pour cent pour les instruments aigus. Le tarif qui sera permis maintenant doit être chuté, chose à noter, dans le passé. Etant donné que le Royaume-Uni ne pouvait pas fournir à la demande canadienne, des articles qui entraînent au Canada sans doute contre l'Empire mais avec des droits par rapport aux pays étrangers entrèrent maintenant sans aucun droit pour tous les pays. Au nombre des articles en question se trouvent certaines teintures et composés, l'huile d'olive, etc. Les droits ont été élevés contre les marchandises triées de laine ou de soie. On croit que ces droits haussés affecteront le Japon, les Etats-Unis et la Tchéco-Slovaquie et qu'ils auront pour résultat de diviser le marché canadien de \$2,500,000 entre l'industrie domestique et le Royaume-Uni.

Taxe de deux sous sur le sucre

De nouvelles taxes ont été préparées pour rapporter \$70,000,000. Sur ce montant \$20,000,000 seront fournis par un impôt de deux cents la livre sur le sucre raffiné. L'impôt sur le revenu personnel a été fortement augmenté et les exemptions ont été diminuées. Un homme marié, sans enfants payait \$2 avec un revenu de \$2,500 l'an dernier. En vertu du nouvel impôt, cet homme va payer \$15. Sur un re-

Le budget annuel prévoit des recettes pour l'année de \$297,200,000 et des dépenses de \$369,400,000, ce qui laisse un déficit de \$82,200,000. Le ministre des finances veut combler ce déficit avec l'imposition de nouvelles taxes devant rapporter \$70,000,000, et la réduction de \$14,000,000 des dépenses administratives. Cela laisse un surplus de \$2,000,000, pour les comptes courants du gouvernement, mais cela ne tiendrait pas compte des dépenses de \$7,000,000 au compte de capital et de \$35,000,000 pour les dépenses spéciales. L'hon. M. Rhodes a ajouté que si les conditions des affaires ne s'améliorent pas, les revenus prévus ne couvriront pas les dépenses pour l'année de \$82,200,000, ce qui laisse un déficit de \$82,200,000.

"On a souvent dit", continue le ministre, "que nous devrions équilibrer notre budget en tenant compte des dépenses pour le chômage et pour le déficit du Canadian National. Ce serait évidemment l'idéal. Mais si nous le faisons, je crois que ce serait placer un fardeau insupportable sur les épaules du contribuable et retarder la reprise des affaires. En supposant que les affaires s'améliorent un peu, notre assiette actuelle de taxes permettra une augmentation suffisante dans les recettes pour laisser une marge en plus de nos besoins courants. De plus, les argentés payés pour le chômage et le Canadian National seront moins abondants. De cette façon, nous nous rapprocherons du but qu'il nous faut atteindre le plus tôt possible, soit de faire honneur à nos engagements à chaque année et d'annoncer une réduction plutôt qu'une augmentation dans la dette nationale."

A travers le discours de l'hon. M. Rhodes

Notre commerce international a tombé de 250 millions et demi en 1932-1933. Notre balance commerciale favorable est de 70 millions et quart en 1932-1933. Le Canada produira pour 67 millions d'or en 1932-1933. Le gouvernement réduira le taux d'intérêt des fonds mis à l'épargne postale et les banques suivront. Il y aura un grand emprunt de conversion en 1933. L'état fédéral a dépensé pour enrayer le chômage, cette année, \$35,000,000. L'état a avancé aux provinces, à l'été, depuis 1929, plus de \$38,000,000. Les dépenses compressibles, pour 1933-1934, sont de 145 millions, sur une dépense totale de 369 millions et demi prévue. Le reste est incompressible et inévitable. "We should live within our income."

Le manifeste de la jeune génération

Un appel des Jeunes-Canada

Depuis décembre dernier, les Jeunes-Canada ont distribué plus de 3,500 exemplaires du Manifeste de la Jeune Génération pour tout le Canada. Jusqu'à date environ trois cents sont revenus donnant 36,400 signatures. Les Jeunes-Canada demandent à tous ceux qui en ont en mains de les faire signer au plus tôt afin que le 8 avril ils nous reviennent tous. Notre objectif est très élevé, mais si tous consentent à faire un bon effort pour ce mouvement, nous ne serons certainement pas déçus. Comme il y aura probablement une frappe de la monnaie sous peu nous aimerions à montrer à Ottawa ce que des milliers de nos sujets réclament à juste titre.

Henry Masson, sec.

A travers le budget

Les pièces d'auto—Une taxe sur les articles de toilette—Le fumeur de cigarettes—Les timbres des chèques

OTTAWA.—Plusieurs pièces d'automobile ont été ajoutées sur la liste de franchise dans le budget. Elles comprennent les jantes à gazoline et leurs parties, les pompes à essence et leurs parties, les garnitures de piston en métal ou autres, les verres de volant, de transmission. Madame, Mademoiselle et aussi Monsieur paieront désormais plus cher pour conserver la fraîcheur de leur teint et préserver leur beauté contre les atteintes du temps. Une taxe d'accise, prévue par le budget, frappera de dix pour cent les rhodés, trappes de dix pour cent des bijoux, préparations, etc., communément appelés articles de toilette.

Le fumeur qui roule actuellement ses cigarettes lui-même devra désormais contribuer au remplissage des coffres du Trésor fédéral, vertu du budget. Il devra payer une taxe de deux cents pour chaque paquet de cent papiers à cigarette ou moins, et 10 cents pour chaque lot de cent tubes à cigarette. Cette taxe ne s'appliquera pas aux papiers et tubes employés par les manufacturiers.

Le budget Rhodes apporte la paix aux commis de banques qui n'auront plus à répondre chaque jour à des clients anxieux de savoir à partir de quel montant ils doivent apposer un timbre sur leurs chèques. Désormais, tout chèque, petit ou grand, devra porter un timbre d'un moins trois cents représentant la taxe d'accise. Il ne sera fait exception que pour les chèques émis par les créanciers au nom des producteurs de lait et de crème.

Interdiction d'un magazine américain

Le "Film Fun"

"Film Fun", magazine américain vient d'être interdit au Canada par ordre du Ministre du Revenu National.

Cette interdiction, second résultat de la campagne entreprise contre les magazines immoraux par les Associations Fédérées des Anciennes Eclésiastiques Catholiques du Canada, a été obtenue, grâce principalement aux jugements rendus dans la province de Québec par la coopération du premier ministre, l'hon. A. Taschereau.

A Mme A. Bélanger, présidente générale des A.F.A.C.C., les autorités fédérales ont déclaré l'espérer que deux autres magazines américains diffèrent le même sort. Ce qui contribuera efficacement à faire disparaître du pays toute littérature immorale.

Que nous réserve la "C.C.F."?

C'est un parti fortement incliné vers la gauche, du point de vue social—Son programme est encore en voie d'évolution

On parle beaucoup de C.C.F., responsables; 4. La dictature occulte des puissances financières sur le pouvoir politique; 5. Une séparation pure et profonde entre le monde du capital, maître des instruments de production, et le monde du travail, à la merci des fluctuations du capital, sans protection suffisante contre les crises et le chômage.

Le communisme et le socialisme sont des systèmes antichrétiens, malaisés et ruineux. Ils tendent à constituer un supercapitalisme d'Etat mille fois plus oppressif et plus tyrannique que le capitalisme privé. La doctrine socialiste catholique, qui damne le communisme et le socialisme. Elle défend le droit de propriété privée; elle admet qu'à notre époque, sous le règne du machinisme et de la grande entreprise industrielle un certain capitalisme est nécessaire, inévitable. Mais elle réclame un régime en soi-même, mais ses excès et ses abus, ce qu'elle fétérise, c'est la cupidité égoïste, uniquement au dépens des classes populaires, au mépris du bien commun de la société.

Leçon bifaisante

A ceux qui trouveraient la doctrine catholique trop sévère le répondeur qu'il y a une sévérité bifaisante: le socialisme a beau jeu pour s'attaquer à un droit de propriété des maux capitalisme a trop souvent transformé en instrument d'exploitation et de tyrannie; le socialisme a beau jeu pour s'attaquer à la famille, le socialisme ne refuse à tant d'ouvriers les peibles joies; pour s'attaquer à la religion politique, qui s'est trop souvent abaissée à servir les intérêts financiers, les moins respectables. L'histoire de l'Europe, et tout récemment la révolution d'Espagne, et de l'Espagne, doit être une leçon. Ce qui pousse les révolutions ce sont les abus d'un régime où les classes supérieures traissent leur devoir social, où l'égoïsme des grands exaspère le mécontentement de la souffrance des peuples, de ces prolétaires qui n'ont pas la force de la richesse, mais la redoutable puissance du nombre.

Les devoirs de la propriété

La propriété capitaliste, à raison même de sa puissance, est un droit de devoir, un droit chargé d'obligations sociales, un pouvoir qui doit respecter la grande finalité providentielle des biens de la terre destinés à la subsistance de tous les hommes. La théorie chrétienne garde le juste milieu entre ces deux excès: le libéralisme économique païen et l'utopie socialiste. Elle fait dire au possesseur honnête et consciencieux: "Ma propriété, elle est à moi, donc elle est pour moi, mais non pas pour moi seul, pour les autres aussi."

L'excédent de richesse, le superflu doit remplir un ministère social. Il doit contribuer aux œuvres de bienfaisance, à l'école, à l'hospice, à l'œuvre de la charité, à l'œuvre de la culture, à l'œuvre de la science, à l'œuvre de la religion, à l'œuvre de la justice, à l'œuvre de la paix, à l'œuvre de la prospérité, à l'œuvre de la gloire, à l'œuvre de la vie, à l'œuvre de la mort, à l'œuvre de la résurrection, à l'œuvre de la vie éternelle.

Taxes nouvelles, taxes accrues

Taxe de 2 sous la livre sur le sucre, d'où qu'il vienne et des maintenant.

Abolition de l'exemption de \$2,000 sur les profits des compagnies; hausse de l'impôt sur le revenu personnel de 1932 est d'un minimum 3% au lieu de 2% sur les premiers \$2,000 taxables. L'exemption d'un homme marié sans enfant tombe de \$2,400 à \$2,000; celle du célibataire de \$1,500 à \$1,000; celle de tout enfant ou part à charge, de \$500 à \$400. Pour les revenus de \$5,000 et moins, l'impôt sur le revenu de 1932 est plus que doublé.

Tout coupon d'intérêt payable au porteur sera taxé et devra être accompagné d'une déclaration de propriété.

La demi-exemption de taxe de vente de 6% disparaît.

Impôt de 10% sur les cosmétiques et articles de toilette, de 5% sur les pneus d'auto, (du 22 mars courant).

Tous les chèques, mandats, chèques de voyage devront porter un timbre d'au moins 3 sous, quelle qu'en soit la modicité du montant. De même les mandats-poste et les bons-poste. (Cette taxe datara du 1er mai 1933).

Chronique de l'A.C.F.A.

Nous avons envoyé, il y a quelque temps, un manifeste de la Jeune Génération, à avoir certes. Quelques-uns, après les avoir fait signer, nous les ont fait parvenir, mais un très grand nombre manquent encore à l'appel. Ceci n'est pas, simplement, une manière de passer le temps, mais un document qui est très précieux pour appuyer le mouvement qui se dessine. Nous demandons à tous ceux qui ne l'ont pas encore fait, de bien vouloir le faire signer immédiatement et nous le faire parvenir, afin que nous aussi, puissions les faire parvenir à qui de droit, en temps.

Nous demandons à chaque secrétaire de bien vouloir faire remiser, le plus tôt possible, au trésorier général, M. Faten, de toutes sommes d'argent qui doit être remises à l'Association. Il n'est pas nécessaire d'attendre pour envoyer le plein montant de l'objectif, car tous les petits montants envoyés chaque mois aident à boucler le budget et l'Association chaque mois. Ceci est absolument nécessaire, surtout de ces temps-ci.

D'ailleurs, nous publierons dans le premier numéro d'avril, le pourcentage de l'objectif atteint par chaque cercle, durant les trois premiers mois de l'année. Ces pourcentages qui seront publiés à la fin de chaque trimestre, renseigneront tous les membres, sur la situation financière de leur cercle et des obligations des cercles envers l'Exécutif.

Nous commencerons cette semaine nos visites de cercles. Quand cette chronique sera faite, nous aurons déjà visité Vegreville, où un cercle probablement fondé. Nous donnerons les détails, dans le prochain numéro. Nous comptons aussi rendre visite du cercle de la Rivière et de l'Exécutif. Nous comptons aussi rendre visite du cercle de la Rivière et de l'Exécutif. Nous comptons aussi rendre visite du cercle de la Rivière et de l'Exécutif.

LEO BELHUMEUR, Secrétaire général

La dictature à Hitler

Le Parlement allemand la lui accorde par un vote de 441 à 94

BERLIN.—Depuis jeudi, l'Allemagne est gouvernée par quatre ou par un dictateur. Par un vote de 441 à 94, le Parlement allemand a concédé à Hitler le pouvoir de gouverner par décret. Parant d'un balcon à une foule innombrable, Hitler a déclaré que la première phase de son programme est accomplie. Maintenant, à l'œuvre pour la deuxième phase, a-t-il dit. Au début de la semaine, Hitler avait exposé aux députés ce qu'il entendait faire et lui concédait des pouvoirs absolus. Pour le moment, a-t-il prétendu, il ne saurait être question de restaurer la monarchie. Il faut d'abord s'occuper d'empêcher de mourir de faim, 8 1/2 millions de citoyens. L'Allemagne entend rester en paix avec toutes les nations.

Les dettes de guerre

M. Daladier attendra de connaître l'attitude de M. Roosevelt

PARIS.—M. Pierre Renaudel a annoncé aux députés socialistes que le premier ministre Daladier n'a pas d'attendre que le président Roosevelt fasse connaître son attitude sur la question des dettes de guerre avant de prendre une décision sur la question du versement qui est dû depuis le mois de décembre. Nombre de ministres et de députés auraient demandé au premier ministre de faire voter le paiement du versement de décembre, mais il est convaincu qu'il vaut mieux attendre l'attitude des Etats-Unis. On sait que le député René Richard a présenté une résolution qui demande le paiement immédiat du versement de \$19,000,000.

OTTAWA.—Le Dr Gustave Lanté, archiviste en chef du Canada, a été nommé à la Commission Internationale d'Histoire Coloniale à Paris. Il est le premier Canadien à avoir cet honneur.

La session provinciale

L'hon. M. Brownlee et les amendements à la constitution de l'Acte de l'Amérique britannique du nord—Grosse réduction dans le budget de l'agriculture—L'enquête sur le coût de construction des routes se poursuit et amène une déclaration importante

Au cours de la semaine dernière, le premier ministre a demandé que les réductions dans les salaires des fonctionnaires pour l'année fiscale courante se chiffrent par \$230,000. La Législature a aussi adopté en seconde lecture un bill qui autorise le bureau des utilités publiques à contrôler les prix du lait et d'autres produits alimentaires. Ce bill subit sa deuxième lecture avant d'être référé au comité plénier après avoir essayé de rudes coups portés par les forces oppositionalistes.

Amendements à la constitution

Le plein droit du Canada à amender sa constitution de manière à lui accorder l'autonomie complète a été proposé dans un amendement introduit par le premier ministre Brownlee à une résolution débattue la semaine dernière à la Législature. Le premier ministre propose que le gouvernement fédéral, quoique le plus tôt possible une conférence avec les gouvernements provinciaux, dans le but de discuter les amendements à apporter à l'Acte de l'Amérique du Nord, en vue de permettre au Canada d'amender sa propre constitution.

M. Brownlee a proposé son amendement à la suite d'un discours prononcé par le colonel F. C. Jamieson, député conservateur d'Edmonton, laquelle stipulait que le gouvernement provincial devrait s'efforcer de s'entendre avec le gouvernement fédéral pour qu'aucune mesure relative à l'amendement de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord ne soit faite, sans le consentement de cette assemblée.

Durant son discours, le colonel Jamieson déclara que le gouvernement fédéral avait le droit de se servir de la force pour briser le pacte confédératif. Il admit que, bien que le Dominion ait le droit de faire les amendements propres à sa constitution et tant que les amendements provinciaux ne sont pas entendus sur un unique plan d'action, ces amendements ne devraient pas être faits sans avoir obtenu auparavant l'opinion des provinces. L'orateur dit ensuite que dans le domaine de leurs initiatives ne devaient pas provinces jouissaient d'un droit souverain. En vertu du statut de Westminster, le parlement anglais a reconnu à toute puissance législative sur le peuple canadien. La base du pacte confédératif ne devait pas être changée sans le consentement de toutes les parties intéressées.

Le premier ministre dit que, lorsque le temps serait mûr pour un changement dans la constitution, ce changement ne devrait se faire qu'à la suite du consentement de la majorité des provinces; le consentement unanime de toutes les provinces ne serait pas requis, ajouta l'orateur.

A l'amendement de M. Brownlee, M. Montgomery appuyé par M. H. Brown, en a ajouté un autre où il est stipulé que la loi qui s'agira de faire des amendements viraux et fondementaux à la constitution, on devra d'abord s'assurer du consentement unanime des provinces du Dominion tel que le demande le premier paragraphe du Préambule de la conférence fédérale-provinciale de 1927.

M. L. A. Giroux

M. L. A. Giroux a parlé en faveur de cet amendement. Il existe actuellement, dit-il, un état d'opinion qui demanderait que la constitution soit amendée de façon à s'accorder avec les temps présents. Si de tels changements devaient se faire, il ne faut pas relâcher de côté la fait qu'une entente précise doit être faite, car s'il y a eu à la conférence de 1927 des divergences d'opinions sur certains sujets, on en est cependant arrivé à une forte appréciation entente sur certaines modifications constitutionnelles. Ici le premier ministre déclara que plusieurs provinces s'opposent à tout changement dans la constitution.

Pour obtenir, quelque chose, dit M. Giroux, il faut avoir le consentement de toutes les Parties intéressées. A l'appui de l'amendement de M. Montgomery, M. Giroux cita un extrait du Préambule de la conférence de 1927 tenue à Ottawa, qui dit que le gouvernement fédéral: "La question de la procédure à suivre pour amender l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord a fait l'objet des discussions de la session de la matinée de la conférence. M. R. B. Macdonald, ministre de la Justice, a présenté cet item pour étude. En effet, l'opinion en question à discuter était que le Canada, étant donné son égalité de statut doit le jouter depuis la dernière Conférence Impériale et le fait que l'embarassante procédure maintenant requise, le Canada doit avoir le pouvoir d'amender sa constitution et l'on devrait demander au Royaume-Uni de légiférer en ce sens. Afin d'obtenir une entente précise, il fut proposé que dans les cas d'amendements ordinaires, la législature provinciale devrait être consultée et que le consentement de la majorité des provinces obtenue. Si, toute-

fois, on désirait faire des amendements se rattachant aux droits provinciaux, aux droits des minorités, ou aux droits qui affectent une race, une langue, une croyance, il faudrait alors obtenir le consentement unanime des provinces."

Four protéger les fermiers contre les voleurs

M. A. B. Clappold, député fermier du district, a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour protéger les fermiers contre les personnes qui leur volent leur grain pour le vendre ensuite aux éleveurs. Les agents des éleveurs devraient prendre garde de louer de chaque camion qui livre du grain aux éleveurs afin de rendre plus faciles les recherches de la police chargée de découvrir les auteurs de ces vols. Le premier ministre déclara que la suggestion émise par M. Clappold n'était guère pratique, car la province ne peut exercer sur les éleveurs un contrôle qui appartient au gouvernement fédéral.

Les estimés du ministère de la santé et de l'agriculture

Les estimés votés pour le ministère de la santé se chiffrent cette année par \$1,340,171, soit une réduction de \$112,233 sur le montant voté l'année dernière.

Les estimés pour le ministère de l'agriculture comprennent plusieurs items. Nous mentionnons les principaux. L'école d'agriculture de Olds, \$57,691; agronomes, \$40,300, soit \$30,000 de moins que l'année dernière; pour la destruction des mauvaises herbes, \$12,393; expositions scolaires, \$6,285.

M. J. J. Bowen, député libéral de Calgary, a vivement critiqué l'allocation de \$40,300 accordée aux onze agronomes de la province. Il déclara qu'on pourrait se dispenser d'eux en ces temps difficiles comme ceux que nous traversons. "Il y a 25 ans que je suis fermier dans cette province, et je n'ai jamais vu un seul agronome dans mon district." Ce sont d'excellents agronomes pourtant, répliqua M. H. Brown. M. Bowen répliqua que M. Giroux, a été une vraie bêtise d'un d'un secours efficace dans les régions du Nord. Gardons-les, même s'il faut retrancher d'autres allocations. Les questions qu'un avocat connaît au sujet de la loi, dit M. Bowen, M. Giroux répliqua en disant qu'il s'intéressait grandement aux problèmes agricoles.

L'enquête du département des travaux publics se continue

Plus de deux semaines s'étaient écoulées depuis le commencement de cette enquête, lorsque M. McPherson, à la suite des accusations portées par M. H. Brown sur le sujet de la dilapidation de fonds par le ministère des travaux publics, et l'on comptait se faire à la demande que qui résulterait de cette enquête. Lundi dernier, M. S. J. Pomfret, l'employé de la compagnie de construction de routes, déclara qu'on avait falsifié les feuilles indicatrices des heures de travail, lors de la construction de la voie publique entre le quai de Pigeon Lake. Il en résulta des dépenses excessives de la part du gouvernement. Sur ces feuilles, dit M. Pomfret, on enregistrait 4 heures de travail alors qu'on aurait dû n'en compter que 2 1/2 heures. Ce M. Pomfret avait été chargé par le comité pour laquelle il travaillait de tenir compte des heures de travail fournies par les ouvriers. Et c'est à la suite des ordres de sa compagnie qu'il avait fait le nombre d'heures de travail employés par les ouvriers. M. Pomfret signala aussi nombre d'autres moyens malhonnêtes dont on s'était servi pour camoufler l'emploi réel de certaines machines, telles que tracteurs, camions.

L'enquête se poursuit. L'hon. M. McPherson, ministre des travaux publics interroge les témoins au nom du gouvernement, alors que de son côté, M. H. Brown, chef du parti libéral, instigateur de l'enquête, fait subir des interrogatoires serrés aux témoins afin de prouver, s'il y a lieu, que ses accusations contre le ministère des Travaux publics sont bien fondées.

BERLIN.—A sa première séance, la nouvelle Diète de Prusse, qui est sous la domination de Hitler, a proclamé des discours préconisant l'union politique de l'Autriche et de l'Allemagne. La nouvelle Diète a refusé de remettre les mains libres pour délégués socialistes emprisonnés pour délits politiques. Le prince Auguste-Guillaume occupait un siège dans l'ancienne loge impériale. Il y avait affluence dans les galeries ouvertes au public.

NEW YORK.—L'arrestation, il y a quelques jours de Charles E. Mitchell, président du conseil d'administration de la National City Bank, fait prévoir une nouvelle cause célèbre. Mitchell est accusé de s'être soustrait à la obligation de payer un impôt sur le revenu s'élevant à \$87,152 en 1929. Mitchell était dans sa luxueuse demeure de la 56ème avenue lors de son arrestation.

Winston Churchill raille MacDonald

Il compare le premier ministre à Don Quichotte et sir John Simon à Pancha

LONDRES.—Le premier ministre Ramsay MacDonald, dès son retour de Rome où il eut une entrevue pacifique avec le duc Mussolini, a eu maille à partir à la Chambre avec Winston Churchill, ancien chancelier de l'Échiquier. L'attaque de Churchill suivit un exposé par M. MacDonald du projet de désarmement de Mussolini et sa proposition de modifier le projet anglais de façon à le faire coïncider avec le plan italien. Les paroles du premier ministre eurent le don d'exaspérer M. Churchill qui se lança dans une mercuriale bien sentie contre la politique anglaise à l'étranger. Pendant quatre ans, dit M. Churchill, le premier ministre a eu charge de cette politique étrangère et cependant le Royaume-Uni est maintenant plus près de la guerre que jamais.

Avec beaucoup de sarcasme il a comparé M. MacDonald et sir John Simon, les deux invités de Mussolini, à Don Quichotte et Sancho Pança. L'ancien chancelier a été très mordant dans ses remarques concernant la conférence du désarmement. Il prétend que cette conférence n'est qu'un moyen pour les nations qui y sont représentées de faire montre de leurs puissances et de leurs armes. La France, prétend-il, n'acceptera jamais le projet anglais de désarmement. Quant à l'Allemagne, ajoute-t-il, elle est toute livrée à son esprit de férocité belliqueuse; elle refuse de traiter de façon civilisée ses malheureuses minorités. Serait-il raisonnable, la France de demander à la France de désarmer l'Europe jointe de la paix à cause de l'armée française, laissons les choses comme elles sont, ajouta-t-il.

La bière aux Etats-Unis

Roosevelt signe la loi qui autorise la vente dans les Etats qui le voudront

WASHINGTON.—Le président Roosevelt a signé à 2 h. mercredi après-midi la loi qui autorise la vente, dans les Etats qui le voudront, de bières et de vins alcoolisés à 32 pour cent. Il est le premier président à signer une loi qui autorise la vente de bières et de vins alcoolisés à 32 pour cent. Il est le premier président à signer une loi qui autorise la vente de bières et de vins alcoolisés à 32 pour cent.

Le vice-président Garner sourit, lui aussi, lorsqu'il a signé la nouvelle loi, avant de l'envoyer au Congrès à la Maison Blanche. L'orateur déclara que M. Roosevelt a signé, il y avait exactement neuf jours qu'il avait recommandé au Congrès l'adoption d'une loi permettant la vente de la bière et du vin.

Dans maintes villes, la nouvelle de la ratification a donné lieu de manifestations de joie populaires évoquant les réjouissances de l'Armistice. Le président estime à \$125,000,000 par an la recette des impôts qui entrèrent en vigueur avec la nouvelle loi. Voici ce que sont ces impôts: un impôt de \$5 par baril de 31 gallons; chaque brasserie paiera \$1,000 pour un permis annuel; chaque marchand de gros paiera \$500 par an et chaque détaillant \$250.

Des vues bien divergentes

PARIS.—L'ex-premier ministre Herriot a prononcé le paiement immédiat des dettes de guerre aux Etats-Unis, et Léon Blum, député socialiste, a approuvé la décision prise par la chambre en décembre dernier de ne pas faire le paiement des dettes de guerre. Les deux principaux partis majoritaires du gouvernement, M. Herriot, qui a eu aussi une entrevue avec le premier ministre Daladier, a déclaré qu'il ne prendrait pas d'initiative, parce que son gouvernement a été battu en décembre.

M. H. Brown, chef du parti libéral, instigateur de l'enquête, fait subir des interrogatoires serrés aux témoins afin de prouver, s'il y a lieu, que ses accusations contre le ministère des Travaux publics sont bien fondées.

BERLIN.—A sa première séance, la nouvelle Diète de Prusse, qui est sous la domination de Hitler, a proclamé des discours préconisant l'union politique de l'Autriche et de l'Allemagne. La nouvelle Diète a refusé de remettre les mains libres pour délégués socialistes emprisonnés pour délits politiques. Le prince Auguste-Guillaume occupait un siège dans l'ancienne loge impériale. Il y avait affluence dans les galeries ouvertes au public.

NEW YORK.—L'arrestation, il y a quelques jours de Charles E. Mitchell, président du conseil d'administration de la National City Bank, fait prévoir une nouvelle cause célèbre. Mitchell est accusé de s'être soustrait à la obligation de payer un impôt sur le revenu s'élevant à \$87,152 en 1929. Mitchell était dans sa luxueuse demeure de la 56ème avenue lors de son arrestation.

Les écoles catholiques du Manitoba

Une pétition est présentée à la Législature au nom de l'Association des Contribuables catholiques—Un grief ancien qui reste toujours à redresser

Nous lisons dans la "Liberté" de Winnipeg la nouvelle suivante qui est d'un vif intérêt.

Vendredi, une pétition a été déposée devant la législature au nom de l'Association des contribuables catholiques du Manitoba. Elle porte la signature de l'hon. J. E. P. Prendergast, juge en chef de la province, président général de l'association, et celle de M. John Caswell Davis, son secrétaire.

Cette pétition demande certaine mesure de secours pour les écoles catholiques du Manitoba, sans spécifier sous quelle forme et jusqu'à quel degré. Elle attire l'attention sur le lourd fardeau imposé aux catholiques du fait que leurs écoles sont taxées. Ces écoles, "établies d'après les stipulations légales et conduites en pleine conformité avec le niveau fixé par le département de l'éducation, ne devraient pas être frappées d'impôt" et cependant elles le sont de fait. Des taxes sont imposées sur les bâtiments et les cours de jeux des écoles catholiques. "Une taxe sur une école pour le soutien d'une autre école est difficile à comprendre et encore plus difficile à justifier. A la connaissance des pétitionnaires, de toutes les provinces du Canada et de tous les Etats, le Manitoba est seul à imposer cette taxe."

Justice pour tous

"Le gouvernement a un intérêt égal dans l'éducation de tous les enfants de province et devrait promouvoir cette éducation avec une justice impartiale pour tous."

"Les catholiques ressentent qu'ils ont été traités durement dans la question des écoles, et bien que cette affaire ait été jusqu'à présent soulevée d'ailleurs et précédée de la loi, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander pourquoi elle ne pourrait pas être discutée aujourd'hui avec calme de la part du peuple et dans un désir d'être juste pour tous de la part du gouvernement."

Historique de la question

La pétition passe en revue la lutte légale et parlementaire par laquelle sont passées les écoles catholiques du Manitoba, qui sont reconnues comme des écoles constitutionnelles plutôt que comme des écoles privées. Construites et maintenues par le soutien volontaire de ceux qui en font usage, elles ont existé au Manitoba avant l'arrivée de la province dans la Confédération. Lors de l'adoption de l'Acte du Manitoba, leur existence fut garantie par un amendement à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord. La loi de l'éducation de 1871, les autres lois adoptées par la législature du Manitoba, devaient le système double des écoles protestantes et catholiques. Mais en 1890, au moyen de deux lois, la législature abolit ce système, le remplaçant par un système unique, sans occuper des confessions religieuses, les enfants devaient être instruits dans les écoles communes et toute instruction religieuse exclue du programme.

Le Cour suprême du Canada décida alors que les nouvelles lois scolaires du Manitoba étaient "ultra vires". Cette décision fut plus tard renversée par le Conseil privé qui exprima l'opinion que les auteurs de l'Acte du Manitoba, qui plaçaient la province dans la Confédération, avaient l'intention de préserver le droit aux écoles confessionnelles, mais ne l'avaient pas fait réellement dans les termes dont s'était servi.

Droit de la minorité méconnu

De 1871 à 1890, les catholiques maintinrent leurs propres écoles avec leurs propres taxes et avec des octrois provinciaux proportionnés aux besoins de la province. Les écoles catholiques, avant l'adoption de la loi, avaient l'intention de préserver le droit aux écoles confessionnelles, mais ne l'avaient pas fait réellement dans les termes dont s'était servi.

Le Cour suprême du Canada décida alors que les nouvelles lois scolaires du Manitoba étaient "ultra vires". Cette décision fut plus tard renversée par le Conseil privé qui exprima l'opinion que les auteurs de l'Acte du Manitoba, qui plaçaient la province dans la Confédération, avaient l'intention de préserver le droit aux écoles confessionnelles, mais ne l'avaient pas fait réellement dans les termes dont s'était servi.

Le Cour suprême du Canada décida alors que les nouvelles lois scolaires du Manitoba étaient "ultra vires". Cette décision fut plus tard renversée par le Conseil privé qui exprima l'opinion que les auteurs de l'Acte du Manitoba, qui plaçaient la province dans la Confédération, avaient l'intention de préserver le droit aux écoles confessionnelles, mais ne l'avaient pas fait réellement dans les termes dont s'était servi.

Le Cour suprême du Canada décida alors que les nouvelles lois scolaires du Manitoba étaient "ultra vires". Cette décision fut plus tard renversée par le Conseil privé qui exprima l'opinion que les auteurs de l'Acte du Manitoba, qui plaçaient la province dans la Confédération, avaient l'intention de préserver le droit aux écoles confessionnelles, mais ne l'avaient pas fait réellement dans les termes dont s'était servi.

Le Cour suprême du Canada décida alors que les nouvelles lois scolaires du Manitoba étaient "ultra vires". Cette décision fut plus tard renversée par le Conseil privé qui exprima l'opinion que les auteurs de l'Acte du Manitoba, qui plaçaient la province dans la Confédération, avaient l'intention de préserver le droit aux écoles confessionnelles, mais ne l'avaient pas fait réellement dans les termes dont s'était servi.

Le Cour suprême du Canada décida alors que les nouvelles lois scolaires du Manitoba étaient "ultra vires". Cette décision fut plus tard renversée par le Conseil privé qui exprima l'opinion que les auteurs de l'Acte du Manitoba, qui plaçaient la province dans la Confédération, avaient l'intention de préserver le droit aux écoles confessionnelles, mais ne l'avaient pas fait réellement dans les termes dont s'était servi.

Le Cour suprême du Canada décida alors que les nouvelles lois scolaires du Manitoba étaient "ultra vires". Cette décision fut plus tard renversée par le Conseil privé qui exprima l'opinion que les auteurs de l'Acte du Manitoba, qui plaçaient la province dans la Confédération, avaient l'intention de préserver le droit aux écoles confessionnelles, mais ne l'avaient pas fait réellement dans les termes dont s'était servi.

La prison devient un objet d'envie

Les chômeurs de London préfèrent le cachot au "retour à la terre"

LONDON, Ontario.—La police est à faire des investigations dans le but de trouver ce qui se cache derrière une série de démonstrations conduites récemment par un couple de chômeurs. Leur plus grand méfait a consisté à envahir la station de police, demandant avec instance qu'on veuille bien les mettre en prison.

Les agents ont eu vite fait de chasser les chômeurs de l'édifice et de les disperser dans toutes les directions.

On a arrêté, pour vagabondage, le chef de l'Association des chômeurs de London et du district environnant. D'autres, parait-il, auraient été mis à l'ombre également. On n'a pas divulgué leurs noms.

Les démonstrations ont suivi une déclaration du conseil municipal d'après laquelle les chômeurs, garçons et en bonne santé, avaient à accepter de l'ouvrage à la campagne sous peine de se voir privés des secours que leur alloue la municipalité. Les chômeurs ont répliqué, par l'intermédiaire de leur association, qu'ils accepteraient du travail à la campagne à la seule condition qu'on leur paie un salaire hebdomadaire de \$20.

Grande-Bretagne et Russie

On parle de la rupture possible des relations diplomatiques entre ces deux pays

LONDRES.—Dans le monde de la finance et de la politique, on s'attend à une rupture des relations diplomatiques avec la Russie soviétique à la suite de l'arrestation de six citoyens britanniques qui étaient en train d'exécuter un contrat pour le compte du gouvernement de Moscou. On parle du rapatriement de l'ambassadeur sir Edmond Ovey et d'un embargo sur les marchandises russes qui entreraient en vigueur à l'expiration de l'entente commerciale avec la Russie le 16 avril prochain.

Le gouvernement britannique est convaincu que les accusations de sabotage portées contre les citoyens britanniques n'ont aucun fondement. Il proteste surtout contre le fait que les prisonniers n'ont aucune chance de présenter leur défense et aussi contre le fait que les autorités soviétiques ont refusé de lui fournir des renseignements.

L'ambassadeur de Russie à Londres, a été averti que le gouvernement britannique considère l'affaire comme très grave. On croit que sir Edmond Ovey demandera aux autorités soviétiques de retirer ses accusations.

VICTOR MATHIEU, N.P.

NOTAIRE DE CINQ DIOCÈSES
Frais à 5% p.e. pour une durée de 5 ans sans hypothèque sur les immeubles aux diocèses catholiques, protestants, anglicans, etc. de l'Amérique.
86, rue St-Joseph, QUEBEC
Tél. 4-6041 - 2-7753

Assurances de toutes sortes

H. MILTON MARTIN
MAISON FONDÉE EN 1906
Téléphone 24344 721 Edifice Teglér.

GAINER'S PURE LARD

VENDEUR EN chaudières ouvertes
Rend votre pâtisserie légère et appétissante
GAINERS LIMITED
80e Ave. et 96e rue
Edmonton-Sud

Bois de charpente et de sciage

Manufacturiers de Portes, Chassis et tout ouvrage de finissage
Assortiment complet de Chaux, Ciment, Plâtre, Matériel à toiture
Plancher de bois franc, etc.
HAYWARD LUMBER CO. LTD.
11944 73e rue, Edmonton
Téléphone 26155

Pourquoi Souffrez-vous?

Les impuretés du système sont la cause de beaucoup de maux communs. Ces impuretés ne peuvent être évacuées que si les organes d'élimination fonctionnent correctement. Le NOVO-RO Du DR. PIERRE à la réputation de stimuler les fonctions de ces organes en les aidant à rejeter les matières empoisonnées. La première bouteille prouvera sa valeur. C'est un vieux remède sûr ne contenant que ce qui fera du bien au système. Ne le demandez pas ailleurs. Il n'est fourni que par des agents agréés. Pour plus de renseignements, adressez-vous à DR. PETER FAHRNEY & SONS CO. CHICAGO, ILLINOIS (Déclarez libre de tout droit au Canada.)

MONTREAL.—"La taxe sur les tubes à cigarette, établie à cinq cents par 50 tubes, tue simplement nos affaires", a déclaré M. Singer, de la Singer Cigarette Tube Company, en commentant le budget Riddow au mois de mars. M. Singer a déclaré qu'il avait conquis 35 hommes, et nous machinerie, qui nous coûte \$35,000, ne sert plus à rien. Cette taxe place un impôt de 50 cents sur un article qui se détaille 15 cents. On emploie 2,000,000 de tubes à cigarette par jour au Canada."

ANNONCEURS PATRONNEZ NOS

800 DISQUES FRANÇAIS

Grande variété de musique vocale, instrumentale et danses carrées.
4 et 5 disques pour \$1.00

HEINTZMAN & CO. LTD.
10139 avenue Jasper. Tél. 25963

Hôtels et Cafés

Tél. 21131 — Edmonton
CECIL HOTEL
Jas. BEAUCHAMP, prop.
Angle Ave. Jasper et 101e rue
Chambres, au chaud et propre
et téléphone. — Les rendez-vous des Canadiens à Edmonton.

Vous désirez faire un BON REPAS?

Venez au
Cecil Hôtel Café
Sous nouvelle administration
10414 ave. Jasper, Edmonton

H. KELLY & Co. Ltd.
Ingénieurs de système de chauffage hydrique, installation au gaz, chauffage et plomberie.
10041 101A ave. — Tél. 21644, 21665
Tél. rés. 82657

W. J. SPRUHAN

Saint-Paul, Alberta
ENTREPRENEUR DE POMPES
FUNÉRAIRES ET EMBARQUEMENT
Service: Jour et nuit—Tél. 90

Jackson Bros.

Horloger, Bijoutier
5962 avenue Jasper, Edmonton

Prix pour parties de cartes
Cadeaux pour mariages, et occasions spéciales. Nous avons un bon assortiment de marchandises pour vous permettre de choisir.
Montres et bijoux réparés.

Faisons commissions. Portons valises, caisses, livrons paquets, messages, Garçons et autos à votre service.—Tél. 2246 - 22856
CHAMPION'S
PARCEL DELIVERY
10121 101 rue—T. M. Champion



Page Agricole



L'arrangement des abords de la maison

Il existe un grand nombre de maisons de fermes dont les abords paraissent mal soignés ou peu agréables à voir, quoiqu'on ait dépensé souvent beaucoup de temps et d'argent. C'est le plus souvent faute d'un plan d'ornementation bien conçu. Il y a des gens qui se décident subitement à faire quelque chose pour orner les abords de leur maison, après avoir lu un article ou visité une pépinière. Ils commandent des matériaux qui arrivent peut-être au printemps lorsque les semences battent leur plein. On n'a pas le temps de réfléchir sur la façon dont ces plants doivent être arrangés. On met précipitamment un spécimen ici, une rangée d'autres d'autres plants ailleurs, et si un accident heureux ne fait pas disparaître tout ce gâchis, on a un arrangement bizarre et peu agréable à voir. Les résultats de ces erreurs deviennent encore plus apparents avec le temps. Une rangée de conifères qui paraissent être bien assez loin lorsqu'elle était petite, enserrant maintenant la cour à la façon d'un mur de prison, et fait ramasser de gros amoncellements de neige tout autour de la maison.

On ne devrait jamais planter quelque chose de permanent avant de tracer un plan soigneux. Ce n'est pas un détail insignifiant que l'on puisse traiter à la légère; c'est une tâche importante, qui mérite au moins tout un hiver de délibération, de la part de toute la famille.

Il faut d'abord faire un plan indiquant l'endroit où se trouve chaque

batiment présent et futur, sa dimension, chaque caractère naturel, comme un ruisseau, la flanc d'un coteau, le bris-vent ou ceinture-abri, sa situation, sa largeur, sa longueur; chaque rangée d'arbres qui doit être plantée; chaque groupe ou spécimen individuel, plate-bande de fleur vivace, parterre de fleur et parcelle de gazon. Une fois le plan ébauché, il faut en faire la critique, le mettre en pièces, le redessiner à plusieurs reprises, et finalement le soumettre en copie à la critique d'un jardinier paysagiste, qui est au courant des conditions locales, pour avoir ses recommandations. C'est un exercice très utile et très intéressant que de préparer ces plans. La station expérimentale la plus proche et la station de pépinières d'arbres forestiers d'Indian Head, Sask., sont toujours prêtes à donner des conseils.

Le personnel de la station de Beaverlodge se fera toujours un plaisir de venir en aide sous ce rapport à tous les cultivateurs établis dans ce territoire. C'est-à-dire toute cette partie de l'Alberta au nord d'Edmonton, la région adjacente du nord de la Colombie-Britannique et du district de Mackenzie. Nous ne voulons pas dire par là que nous dessinerons tout le plan, mais nous donnerons des recommandations après que le propriétaire et sa famille auront fait de leur mieux. Peu importe quand vous vous proposez de planter, mettez-vous à préparer votre plan dès maintenant.

—W. D. Albright, sous-station expérimentale, Beaverlodge, Alta.

Expédition de fromage canadien sur le royaume-uni

La Division de l'industrie laitière et de la réfrigération du Ministère fédéral de l'Agriculture annonce que le Canada a exporté sur la Grande-Bretagne 747,272 quintaux de fromage pendant le mois de décembre 1932.

Plantation des arbres au printemps

Les arbres à feuilles caduques, c'est-à-dire les arbres dont les feuilles tombent en automne, ne devraient jamais être plantés lorsqu'il y a des feuilles. Il faut les planter au printemps, avant que les boutons s'ouvrent, ou en automne, après que les feuilles commencent à tomber ou qu'elles sont toutes tombées. Cette recommandation émane du Service de la plantation des arbres, du Ministère fédéral de l'Agriculture. Le meilleur moment pour planter est aux premiers jours du printemps, dès que la terre est dégelée. Les arbres, alors remplis de sève et de vie forment rapidement de nouvelles racines pour s'alimenter, et s'adaptent assez facilement aux nouvelles conditions. La date de plantation varie suivant la saison et la localité. En général, on doit planter en avril ou au commencement de mai.

Quand pondent les dindes

Il faut donner aux dindes une nourriture stimulante pour leur faire pondre dès que le printemps fait son apparition; la ponte devrait commencer vers la mi-avril dans l'Est du Canada et un peu plus tard dans l'Ouest, où le printemps est plus précoce, surtout en Colombie britannique, dit M. A. G. Taylor, aviculteur au Ministère fédéral de l'Agriculture. Il ne faut pas cependant forcer les dindes à pondre avant que la température devienne réellement printanière, de crainte d'être obligé de conserver les oeufs trop longtemps avant de les faire couvrir. C'est là une question importante, qui doit être laissée entièrement à la disposition de ceux qui ont besoin du poulailler. Il faut de l'expérience pour savoir l'époque exacte à laquelle on doit faire pondre les dindes et les débutants feront bien d'être prudents sous ce rapport. Il vaut mieux que les dindes passent l'hiver dans les logs même où elles doivent pondre au printemps.

Poisons à rats interdits

C'est un délit criminel au Canada que d'employer des cultures de bactéries pour détruire les rats, et c'est un délit également que d'importer des cultures ou de les avoir en sa possession. Ces cultures sont, en effet, très dangereuses; on cherche plutôt aujourd'hui à obtenir des préparations qui soient toxiques pour les rats et inoffensives pour les autres animaux. On a aujourd'hui, par exemple, des pulvérisations et des poudres de pyréthre et de derris, qui sont inoffensives aux vertébrés, et dont on se sert pour détruire les insectes nuisibles dans les maisons, tandis que l'on emploie des préparations de seille pour tuer les rongeurs. Toutes ces préparations modernes sont très efficaces et tout à fait inoffensives pour les volailles et les bestiaux. Toutes les questions de ce genre sont courues par la loi contre les fléaux de l'agriculture, qui est appliquée par la Division des Semences du Ministère fédéral de l'Agriculture.

Les sauterelles

La province du Manitoba est couverte d'œufs de sauterelles à l'heure actuelle. On en a trouvé plus de 100,000 par pied carré dans un seul district. Il est donc probable que l'invasion déjà éprouvée en 1932 se continuera cette année. Pour faire face à ce danger le Ministère fédéral de l'Agriculture, par l'entremise de sa Division d'Entomologie, a organisé une campagne, de concert avec les autorités provinciales et municipales intéressées. Après une enquête entreprise l'année dernière, on a publié des cartes des districts menacés ainsi que des affiches, et distribué des instructions complètes à tous les intéressés sur ce qu'il faut faire, la façon de le faire et où l'on peut se procurer des appâts empoisonnés. La plus grande partie du sud agricole du Manitoba est menacée, spécialement cette vaste région qui s'étend de Winnipeg à la frontière internationale. Une campagne semblable a été organisée par le Ministère fédéral de l'Agriculture en Saskatchewan. En Alberta c'est le gouvernement provincial qui s'occupe de la question.

Le contrôle des mauvaises herbes

Le contrôle des mauvaises herbes est un problème très sérieux et très difficile auquel le cultivateur devrait donner toute son attention — On remportera la victoire si on lutte sans cesse contre ces fléaux.

Qu'est-ce qu'une mauvaise herbe? "Une mauvaise herbe est une plante gênante, disgracieuse ou nuisible à qui est en même temps inutile." Ou encore, toute autre définition: "Toute plante nuisible aux cultures, aux hommes ou aux animaux". En un mot, toute plante qui n'est pas à sa place dans une culture donnée.

Le contrôle des mauvaises herbes est un problème très sérieux et difficile à résoudre sur lequel le cultivateur, en général, n'a pas donné tout l'effort et toute l'attention voulus à sa solution tant individuellement que coopérativement. Un trop petit nombre d'agriculteurs, présentement, sortent victorieux de cette lutte contre les mauvaises herbes, tandis que tant d'autres sont condamnés irrémédiablement à la défaite.

Ces ennemis réduisent assez considérablement les récoltes, en multipliant les travaux de culture, que chaque cultivateur devrait se faire à l'idée de ne perdre aucune occasion favorable de lutte et de continuellement renforcer sa position contre eux. Il devra, lorsqu'il dresse ses plans de cultures, faire entrer ces plantes nuisibles en ligne de compte afin de ne pas faire erreur dans le choix de ses récoltes, des terrains à adopter, des semences à acheter, des instruments aratoires à employer, et dans maintes autres activités de la ferme. Ici un homme plantera plus de blé d'Inde qu'il n'en peut raisonnablement entretenir. Là un autre laissera un champ en pâturage trop longtemps. Un troisième préparera mal son terrain et dans un temps non approprié pour la culture d'une céréale quelconque. Un quatrième semencera une pièce avec une semence de trèfle ou de céréales contenant quantité d'espèces de mauvaises herbes. Un cinquième laissera mûrir ces mauvaises plantes en ne fauchant pas ses levées de fesses, ses bords de chemins et ses endroits incultes.

Pour toutes ces raisons, et pour bien d'autres qu'il serait ici inutile d'énumérer, on conçoit facilement pourquoi les quantités et les qualités de récoltes sont aussi dépréciées par ces plantes nuisibles. Aussi, en plus de diminuer la valeur des récoltes, elles infectent littéralement les terres en cultures, se fortifiant en s'intensifiant contre de nouvelles tentatives d'éradication. De là, l'on n'exagère jamais trop l'importance de garder bien en vue le sujet du contrôle des mauvaises herbes dans toutes les opérations agricoles. Tout cultivateur, lors de l'élaboration d'un programme annuel de culture, devrait étudier sérieusement les espèces de mauvaises herbes qu'il lui faut combattre et adopter sa rotation et ses séries de cultures de manières à en tenir le plus grand nombre possible en échec.

Il y a trois grands facteurs principaux sur lesquels on doit se baser pour organiser une lutte effective contre ces plantes adventices:

- 1.—Ne jamais laisser mûrir aucune espèce de mauvaises herbes sur la ferme.
 - 2.—Prévenir l'introduction de graines de mauvaises herbes sur la ferme.
 - 3.—Ne pas laisser se développer les espèces vivaces.
- Ces trois principes que je viens de vous énumérer sont strictement essentiels, par conséquent, d'une importance capitale; tandis que les méthodes particulières que je détaillerai dans des articles subséquents, sont de moindre importance étant des corollaires à ces trois grands énoncés.

Les mauvaises herbes maintiennent leur existence sous des conditions opposées et très diverses. Quelques-unes d'entre elles produisent des quantités étonnantes de graines; d'autres se rendent à maturité dans un temps très court. Les graines de certaines d'entre elles sont très difficiles, même impossibles à séparer d'avec les grains récoltés: une autre classe de graines de ces plantes possède des organismes similaires des ailes leur permettant de se distribuer sur de vastes étendues par le vent, ou même simplement par l'air; enfin, un dernier groupe, grâce à leur système de racines, accumulent des réserves nutritives qui leur permettent de survivre et de se perpétuer un bon nombre d'années. Ce sont les vivaces.

Les plantes nuisibles sont très persistantes parce qu'elles sont, de plusieurs manières, favorisées par la nature dans la lutte pour leur propre existence. Par les nombreux moyens de se perpétuer dont ils disposent, ces ennemis des cultures menacent continuellement la production de récoltes abondantes et de bonne qualité. Il est assez difficile d'établir exactement le montant des pertes qu'elles nous causent dans la province. En France, M. Schribaux évaluait à 50 francs par hectare (au taux actuel du franc, cela fait \$2.25 par 2.5 acres), les pertes que les mauvaises herbes causent aux cultivateurs de son pays. Au Canada, d'après M. H. Groh, botaniste du ministère fédéral de l'Agriculture, les mauvaises herbes causeraient des pertes annuelles pour \$150,000,000; et le Dr Pepin, analyste-surveillant de la Division des Semences, commentant dans un article les chiffres que nous venons de donner pour le Canada disait: "En se basant sur les statistiques de 1926, quant aux superficies et à la valeur des cultures, les dommages causés par les 'Mauvaises Herbes' seraient de \$263.00 pour une ferme comprenant 100 acres de cultures, soit une perte de 13 p.c. de la valeur marchande de la récolte."

Ce problème de la répression des plantes nuisibles, étudié sur toutes ses faces, présente un vaste champ d'action, intéressant au plus haut degré tout cultivateur qui a à cœur l'amélioration de ses cultures par le nettoyage raisonné des mauvaises herbes sur sa ferme.

R. D. CARTIER,
Inspecteur des Mauvaises Herbes.

La qualité de nos principales variétés de blé de printemps

La place enviable qu'occupe le blé canadien sur les marchés du monde est due principalement au fait qu'il produit une belle farine, d'apparence agréable et de haute valeur boulangère.

Le blé Marquis est celui qui se rapproche le plus de la perfection au point de vue de la qualité; c'est lui qui sert de base de comparaison pour mesurer la valeur de toutes les autres variétés.

Cependant, malgré sa qualité exceptionnelle, le blé Marquis n'est pas toujours le meilleur blé pour le cultivateur. Il y a des districts où il ne mûrit pas assez tôt pour échapper aux gélées tardives d'été, qui reviennent de temps à autre. Il y en a d'autres où il est ravagé par la rouille, qui sévit à l'état épidémique, car il manque de résistance à cette maladie. Ce sont là de gros défauts chez une variété idéale à tout autre point de vue, et c'est pourquoi nos sélectionneurs se sont attachés à développer un grand nombre de variétés nouvelles, dans l'espoir qu'elles pourraient être d'une culture plus sûre. Ces nouvelles espèces ont été soumises à des essais très complets pendant toute une série d'années sur nos fermes et stations expérimentales fédérales ainsi que sur des institutions provinciales et chez des cultivateurs d'élite. Les fermes expérimentales, éparpillées un peu partout, dans les grands districts à blé ainsi que dans les autres parties du pays, sont très bien placées pour déterminer non seulement les mérites mais aussi les défauts d'une variété.

Tout en conduisant ces essais de grande culture, on soumet le grain obtenu à des essais de meunerie et de boulangerie à la ferme centrale d'Ottawa afin d'en déterminer la qualité.

De toutes les variétés, très nombreuses, qui ont été développées et éprouvées jusqu'ici et que l'on cultive sur une échelle plus ou moins grande à l'heure actuelle, les plus intéressantes sont les suivantes: Marquis, Triomphe hâtif et les autres sélections des espèces Rouge de Bob, Cerés, Reward et Garnet.

Voici quelques notes sommaires sur la valeur relative de ces variétés:

Marquis.—C'est encore le Marquis qui vient au premier rang parmi les nombreuses variétés à l'essai, pour la valeur meunière et boulangère. Il se signale spécialement par l'excellente qualité de son gluten, qui permet à la farine de résister à bien des mauvais traitements au cours des procédés de mouture et de boulange, et de renforcer les farines faibles dans les mélanges.

Triomphe hâtif et autres sélections de l'espèce Rouge de Bob. Ces variétés sont faciles à moudre et occupent un rang élevé au point de vue du rendement de farine. Elles contiennent moins de protéine que le Marquis et n'ont pas une valeur boulangère aussi élevée.

Cerés.—Le grain de cette variété a une texture un peu plus dure que celui du Marquis; sa farine a aussi une couleur un peu plus crèmeuse. D'autre part, elle est riche en protéine et a une bonne faculté d'absorption, et elle possède un gluten d'excellente qualité pour la fabrication du pain. C'est un blé d'une très haute valeur boulangère lorsqu'il est boulangé seul ou qu'il est mélangé à de la farine faible.

Reward.—Le Reward pèse plus que le Marquis par boisseau; il contient aussi plus de protéine. Il est à peu près l'égal du Marquis au point de vue du rendement de farine et de la couleur de la farine. Employé seul, dans la boulangerie, il produit des pains plus gros que le Marquis; essayé en combinaison avec la farine faible, il paraît avoir la même valeur que le Marquis pour les mélanges.

Garnet.—Le Garnet a un grain d'une texture plus vitreuse que le Marquis; sa préparation pour la meunerie exige un conditionnement un peu différent. Il est un peu inférieur au Marquis en valeur boulangère lorsqu'il est cuit seul ou employé en combinaison avec les farines faibles, et il produit une farine plus crèmeuse.

J. C. FRASER,
Ferme expérimentale centrale, Ottawa.

Protégeons les jardins des prairies

Une des choses essentielles pour assurer le succès du jardinage sur les Prairies est la protection contre le vent. "Le vent est en effet le pire ennemi du jardin et la première chose que le jardinier doit faire est de s'en protéger", dit le régleur de la Ferme expérimentale de Brandon.

Man. Pour bien abriter le jardin il faut deux sortes d'arbres: en premier lieu, de grands arbres, pas trop rapprochés, pour enrayer la force générale du vent sur tout le voisinage et arrêter l'amoncellement des neiges à une petite distance des bâtiments, et en deuxième lieu des arbres ou des haies compactes tout autour du jardin ou du moins sur les côtés exposés, pour arrêter toute poussée du vent le long du sol, qui pourrait avoir dépassé la ligne des grands arbres. Il est mauvais d'avoir de grands arbres près du jardin car ils donnent trop d'ombre aux légumes tandis que leurs racines s'écarteront à leur profit. Les arbres et les principes fertilisants. En outre les grands arbres sont très ouverts à la base, de sorte que le vent peut passer sur le sol. Les arbustes ou les haies ne donnent pas d'ombre, ils n'enlèvent pas de racines aussi loin et comme ils sont serrés à la base, ils conviennent mieux pour le voisinage immédiat des légumes. A condition d'être éloignés d'une douzaine de pieds. Résumons-nous: un rideau de grands arbres et une haie compacte autour du jardin font l'abri le plus efficace.

Faisons couvrir les oeufs à 2 sous chacun
POISSONS S. W. LÉCHORN
POISSONS à prix spéciaux
Poulailler D. Bouvier
7129 130 av., Edmonton

Librairie J.W. PIGEON 10322 avenue Jasper
Edmonton, Alta.
Livres de classe autorisés par le département de l'éducation pour Alberta et Saskatchewan. Pièces de théâtre. Récitations. Romans canadiens et français à 10c, 20c, 25c, 35c, etc.
Pipes, Tabac et articles de fumeurs. Nous réparons pipes et aiguilles
Lames de rasoirs à prix réduits.
Magasin de chaussures "YALE SHOE STORE"

Quincaillerie générale — Articles de sports
Garnitures électriques et accessoires d'autos
The Northern Hardware Co. Ltd.
No. 1—10144-48 101 rue Deux magasins No. 2—105 rue, près de l'ave Jasper. Tél. 24435
Tél. 21013-21012

LOCKERBIE & HOLE
Plombiers sanitaires
Ingénieurs pour systèmes de chauffage
Tél. 21768 10718 101e rue

Faites-nous faire vos estimés!
J. C. BURGER CO., LTD.
8094 103e rue Deux cours à bois 12402 110e ave
Edmonton-Sud Tél. 81702
Tél. 32234-32233

McGAVIN LIMITED
Fabricants du pain
Butter-Krust
Le pain favori des familles particulières d'Edmonton

The Alberta Pacific Grain Company Limited
(Licensed and Bonded with the Board of Grain Commissioners)
EN OPERATION
375 éleveurs de campagnes
100 entrepôts de farine
275 cours à charbon
Éleveurs terminaux à Vancouver
Capacité 6,000,000 de boisseaux
BANQUIERS
Royal Bank of Canada
Canadian Bank of Commerce
Banque de Toronto
Banque de Montréal
No. 2

Pour vous rafraîchir la mémoire
Plusieurs cultivateurs de l'Alberta ont encore de grandes quantités de grains qu'ils se proposent d'écouler durant ou après les semences.
Ces cultivateurs sont particulièrement invités à favoriser l'organisation de la Coopérative des Éleveurs de l'Alberta.
Voyez le représentant de votre localité
Alberta Pool Elevators

Les habitations ouvrières en Russie

La révolution communiste n'a pas donné ce qu'elle avait promis

La révolution communiste avait promis au prolétariat non seulement des logements particuliers, mais les hôtels des bourgeois et des "capitalistes".

La question des habitations pour les travailleurs a occupé beaucoup de place dans la presse soviétique durant les 15 années de son existence.

Des sommes énormes étaient assignées annuellement sur le papier pour la construction de nouvelles villes, cités et maisons ouvrières. L'année en année, on déclarait l'amélioration des conditions d'existence des classes laborieuses et en premier lieu des ouvriers industriels.

Pour cette raison, une vaste sensation fut produite par la publication dans le journal *Za Ind.* (No 24, XI, 31) de la déclaration de Sabovitch, président de la commission Centrale du Logement. Cette déclaration déclançait une polémique acharnée dans toute la presse soviétique.

Sabovitch disait: "Les plans annuels de la construction des logements prévoient un agrandissement d'année en année de la superficie habitable allouée à chaque ouvrier. Un pareil agrandissement est prévu également pour les années 1930-1931. Pourtant nous sommes obligés d'avouer qu'à l'exception d'une partie de la population ouvrière des grands centres comme Moscou, Bâjou, etc., nous constatons dans le reste du pays un indéniable abaissement de l'état des habitations ouvrières. Dans plusieurs usines "gigantes" qui viennent d'être bâties, la situation devient même alarmante. Le problème de l'habitation de l'ouvrier est un des points les plus faibles chez nous.

"Nous sommes devant le fait d'une formidable inexécution de tous les plans de construction d'habitations (20-25% d'exécution du plan durant les 9 mois de 1931) et nous n'avons aucune garantie que l'année prochaine les choses n'empireront encore plus."

Les communications de Sabovitch trouvent une confirmation autorisée dans le rapport de Schwernik au IX^e Congrès des Syndicats ouvriers à Moscou (24 Ind. 23, IV, 32). D'après ce rapport, pendant les trois premières années du plan, on ne construisit des habitations que pour 2 millions d'ouvriers; on a augmenté le personnel 5,8 millions au cours de ces trois ans. Si on y ajoute les familles, on se rend compte quel surpeuplement doit en résulter.

Pour bien mettre en évidence la situation réelle du logement en U.R.S.S., il faut avant tout se rendre bien compte, qu'en dépit de toutes les belles promesses données, pendant 15 ans, les Soviétiques gratifient leurs ouvriers, ceux-ci sont loin de loger dans des hôtels de maître, ou des maisons particulières ou même dans de petits appartements modestes de 2, 3 chambres — non, dans la plupart des cas, ils sont logés dans des baraquements provisoires, des abris primitifs à deux souterrains ou des baraques en planches.

Ces baraquements ne ressemblent en rien au logement d'un ouvrier canadien, elles rappellent plutôt les débris provisoires pour prisonniers de guerre dont elles diffèrent seulement par deux points: dans les baraquements soviétiques, personne ne s'inquiète d'observer les mesures hygiéniques les plus élémentaires, et secondement, les ouvriers y logent non pas temporairement, mais déjà depuis quinze ans et avec leurs familles.

Lettres de nos lecteurs

Nous publions sous cette rubrique les lettres d'intérêt général que l'on nous adresse. Toute communication doit être accompagnée du nom et de l'adresse de l'envoyeur. Nous ne prenons pas la responsabilité de ce qui paraît sous cette rubrique.

Le Concours de français

M. le rédacteur,

Le Concours de français: question épineuse! On peut le considérer sous tant d'aspects et il peut être tellement discuté dans tous les sens, malgré ses avantages et sa nécessité, que je ne désire discuter qu'un seul point.

Nous avons en Alberta un magnifique groupe d'institutrices et d'instituteurs canadiens français qui, depuis de longues années, se dévouent à l'enseignement. Quelques-uns — ou quelques-unes — n'enseignent qu'un seul ou probablement deux "grades"; d'autres ont deux, trois, quatre et souvent plus de "grades" auxquels ils doivent donner les leçons de chaque jour.

Vient le concours annuel de français organisé par l'A.C.F.A. L'institutrice (tant féminin que masculin) qui n'enseigne le français qu'à un seul ou deux "grades" peut beaucoup mieux préparer ses élèves au concours que l'instituteur qui doit peiner à faire comprendre le français à trois ou quatre "grades" différents durant la courte demi-heure de français.

Nous permettrai-je une suggestion au comité des concours?

Je serais d'avis que le Comité du Concours établisse deux catégories dans le concours, à savoir:

Catégorie "X": Pour "grades" où l'institutrice n'enseigne qu'à un ou deux "grades";

Catégorie "Y": Pour "grades" où l'instituteur enseigne plus de deux "grades".

Veuillez me croire, M. le rédacteur, votre très reconnaissant,

Jean Canada.

Un défaut déplorable

M. le rédacteur,

Il existe dans nos rangs de Canadiens français un état si déplorable de jalousie que, je viens vous demander l'hospitalité de quelques lignes afin d'essayer de démontrer ce que nous perdons en nous déchantant entre nous et ce que nous pourrions gagner en nous groupant et en marchant la main dans la main.

Nous sommes ici à des milliers de milles du bercail français, c'est-à-dire de la vieille province de Québec; tous plus ou moins éloignés de la plupart de nos parents.

Il y a 50, 40 et même 25 ans, tous, nous constituons une même famille animée d'un même but, c'était de demeurer unis et de prendre notre place comme hommes d'affaires d'abord, et ensuite comme hommes publics dans notre pays d'adoption.

Les premiers vîtres ont été installés dans les montres de MM. Larue et Picard, le magasin le plus important du temps, fondé en 1893; plus tard, nous voyons le magnifique édifice Gariepy où se trouvait le magasin Gariepy et Lessard, ensuite venait le populaire magasin de tabac J. A. McNeil fondé en 1908.

En feuilletant les archives politiques, nous voyons qu'un hon. Joseph Roy était lieutenant gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, que le premier Régistrateur d'Edmonton était M. Georges Roy, et en nous rapprochant un peu nous voyons dans le premier cabinet albertain Rutherford, l'hon. P. E. Lessard, ensuite vient l'hon. Wilfrid Carrière et l'hon. J. L. Côté, comme ministre des affaires municipales. Au sénat, nous avons eu l'hon. Philippe Roy, l'hon. Forget, l'hon. Jean Côté, et l'hon. P. E. Lessard.

Avec l'avènement du parti fédéral au pouvoir nous avons perdu notre ministre au cabinet et ensuite notre sénateur ainsi que notre représentant à l'hôtel de ville.

Naturellement, notre première pensée est de jeter le blâme sur l'élément de langue anglaise de différentes croyances que nous, mais certains d'entre nous essayent de nous persuader que les plus forts contre notre langue sont parmi l'élément anglais qui partage nos croyances religieuses.

Je viens aujourd'hui essayer de vous démontrer que si nous faisons un réel examen de conscience nous réalisons que les plus grands traitres à notre race et à notre langue sont dans nos rangs. Je veux bien croire qu'ils le sont sans en réaliser les conséquences. D'abord je suis sûr que les plus forts conseillers qui s'installent dans les esprits de la langue française sur les entrées aux congrès de l'A.C.F.A., et qui, aussitôt revenus chez eux, parlent anglais à leurs enfants. Si nous voulons conserver notre langue et nos mœurs communautaires, nous devons nous défendre contre les attaques de la langue anglaise, et nous devons nous défendre contre les attaques de la langue anglaise, et nous devons nous défendre contre les attaques de la langue anglaise.

Nous sommes, premièrement, trop divisés entre nous-mêmes et trop jaloux du succès des autres. Cessons donc de répandre ces médisances et ces calomnies qui nous abaissent plutôt qu'elles nous élèvent; car quelconque comprend un peu le bon sens sait très bien que ce n'est pas en méprisant son prochain que l'on s'élève.

De plus, si nos compatriotes s'arrêtaient à la pensée que plus nous aurons des notions réussissant en affaires, plus nous en aurons de qualités à plaider notre cause auprès des autorités, soit municipales, ou politiques ou autres.

En terminant je fais un appel à tous nos compatriotes d'oublier certains petits griefs qu'ils pourraient nourrir l'un contre l'autre. Prenons cette devise de l'hon. Hon. Honoré Mercier: "Cessons nos luttes fratricides" Je suis persuadé qu'ailleurs nous reprendrions notre prestige perdu.

Cœur Français.

Une tour de 2,296 pieds

Ce sera la plus haute structure du monde — A Paris

PARIS. — On annonce la construction prochaine d'une tour en béton armé qui aura une hauteur de 2,296 pieds. Ce sera la structure la plus élevée du monde.

Cette tour sera terminée pour l'exposition universelle qui sera tenue à Paris en 1937. Il y aura une rampe qui permettra aux automobilistes de monter jusqu'à une hauteur de 1,640 pieds. A cette hauteur sera installée une station de bains de soleil.

L'édifice qui, actuellement, est le plus haut du monde est l'"Empire State", à New York, d'une hauteur de 1,250 pieds. La tour Eiffel, à Paris, n'a que 1,000 pieds. La hauteur de la tour de Babel était de 300 pieds.

Cartes Professionnelles

"Nous vous servons mieux"

C.-E. GARIEPY
Avocat-Notaire

Ch. 40 10004 ave Jasper
Tél. 21347

L.-A. GIROUX, M.P.P.

Giroux & Fraser
Avocats et Notaires
Argent à prêter
Edifice Banque Canadienne Nationale

PAUL-EMILE POIRIER, B.A., LL.B.

Avocat
Milner, Datoe, Poirier & Martland
Edif. Banque Royale
Avenue Jasper Edmonton, Alta.

S. A. G. BARNES

Etabli en 1906
Assurances: vie, feu, maladie, auto, etc.
Placements. Aviseur financier
Tél. 32514 10120 100A rue, Edmonton

DR W.-A. MORGAN

Dentiste
Au-dessus du Théâtre Strand
Le soir sur rendez-vous
Tél. Bureau: 24918; Résidence: 25487
Edmonton

DR C.-H. LIPSEY

Dentiste
Heures 9 h. à 5 h. 30
301 Edif. Tegler Tél. 22945
Nous parlons français

DR A. CLERMONT

Dentiste
Docteur en chirurgie dentaire
230 Edif. Birks, Angle 104 rue et Jasper
Tél. 25838-Résid. 82113

DR E. BOISSONNEAULT, B.L., M.D.

des hôpitaux de Paris et de Chicago
Bureau, 324 Edifice Tegler
Tél. 21612

DR JOSEPH BOULANGER

Médecin-chirurgien
No 10018 102A avenue Edifice Boulanger
Tél. 22505
(En face du Palais de Justice)

DR A. BLAIS

Médecin et Chirurgien
3^e étage, Edifice Banque de Montréal
Angle 1ère rue et avenue Jasper
Tél. 24639

DR W. HAROLD BROWN

Médecin-chirurgien
Pratique limitée aux maux des yeux, oreilles, nez et gorge
No 32, 3^e étage, Edifice Banque de Montréal
Tél. 21210 Edmonton, Alta.

LA PARISIENNE DRUG CO., LTD.

Spécialité de produits français
Commandes par la poste
10524 ave Jasper Edmonton
Tél. 26374

J. ERLANGER

Optométriste
Spécialité: Examen des yeux, Traitement de la vue, Ajustement de verres
303 Edif. Tegler Edmonton, Canada
Tél. 27463-Rés. 26587

North American Life—Une Compagnie Mutuelle

J. O. PILON
représentant
823-825 Edifice Tegler, Edmonton
Bureau, Tél. 24268 Résid., Tél. 26693

Cartes d'Affaires

"Votre satisfaction est notre succès"

Examen des yeux—Verres ajustés par

IRVING KLINE

10122 101e rue
Notre cadran de la rue est toujours juste, fixe—vous—!
Nous parlons français

P.-A. COLBERT

Bijoutier et orfèvre
Attention spéciale aux communautés religieuses
9814 avenue Jasper Tél. 24471

ALBERTA DECORATORS

J. et H. Thwaites
Peinture, Décoration, Papier tenture
Tél. 22778
10820 97e rue Edmonton, Alta.

CAREY ELECTRIC

Entrepreneurs électriciens
Appareils électriques, Lampes à bridge et abat-jour
Tél. 22772 10048 109e rue

EDMONTON RUBBER STAMP

Co., Ltd.
Fabricants d'étampes en caoutchouc et de sceaux
10037 101A ave. Edmonton Tél. 26927

COUTTS MACHINERY CO., LTD.

Th. Coutts, gérant
Canadiens français venez me voir
10569 95e rue Tél. 25723 Edmonton

L'imprimerie "La Survivance" Ltée

10010 109e rue
Tél. 24702
Pour vos travaux d'impressions Adressez-vous à

A LOUER

NICHOLS BROTHERS

Machinistes
Fondeurs de cuivre et de fer
Manufacturier de machines à moulins à scies
10103 95e rue Tél. 21861

Ligne complète de nourriture à volaille et appareils pour poulaillers

CAPITAL SEED & POULTRY SUPPLY
10189 99e rue, Edmonton. Tél. 21343

MacCOSHAM STORAGE & DISTRIBUTING CO., LTD.

Emmagasinement et transport
Camions spéciaux pour meubles
Tél. 26351 Edmonton, Alta.

WESTERN TRANSFER & STORAGE

Limited
Transport et emmagasinement
Déménagements: meubles, pianos, etc.
Transport à la campagne
Tél. 21828 Edmonton

Nous parlons français
Spécialité: onduations permanentes
8 ans d'expérience dans cette spécialité
BURNETT'S HAIRDRESSING
SALON & BARBER SHOP
Mr T. Bergeron occupe la première chaise
10420 avenue Jasper—Tél. 27235

H. E. PATENAUE

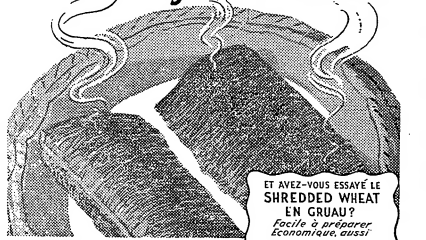
(Red & White)
11663 avenue Jasper Tél. 82324
Voyez annonce dans quotidiens tous les feuds

MORIN & FILS

Entrepreneurs en construction
Tél. 26405 10127 113e rue

A LOUER

RECHAUFFEZ-VOUS avec ce déjeuner chaud!



ET AVEZ-VOUS ESSAYÉ LE SHREDDED WHEAT EN GRUAU? Facile à préparer. Economique, aussi.

1. Emiettez deux Biscuits de Shredded Wheat, ou plus, dans une casserole.
2. Ajoutez 1 tasse d'eau bouillante à chaque Biscuit de Shredded Wheat, et sale à votre goût.
3. Ajoutez de temps en temps, laissez bouillir 5 minutes et servez tout bouillant avec lait ou crème.

Épargne de trousse! Pas de déjeuner chaud plus rapide! Économique! 12 gâteaux biscuits dans chaque boîte! Achetez du SHREDDED WHEAT AUJOURD'HUI afin d'aider votre famille à braver le froid.

THE CANADIAN SHREDDED WHEAT COMPANY, LTD.,
Niagara Falls, Canada

SHREDDED WHEAT
FAIT AU CANADA • DE BLE CANADIEN • PAR DES CANADIENS

TRAVAUX D'IMPRIMERIE

exécutés avec soin,
promptitude
et économie

Cartes mortuaires
Cartes de sympathies
Cartes de remerciements
Enveloppes paroissiales
Rapports financiers

Grand assortiment d'enveloppes pour toutes occasions

Imprimerie "La Survivance" Printing Ltd.

10010 109e rue, Edmonton

Téléphone 24702

